

Service Installations classées de la DDPP  
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-DREAL UD38-2026 - 02 - 20**  
**du 25 FEV. 2026**

**portant prescriptions complémentaires pour les installations exploitées  
par la société AD PLATING GRENOBLE  
sur la commune de Saint-Martin-d'Hères**

La préfète de l'Isère,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) modifiée par la directive 2024/1785 du Parlement européen et du Conseil du 24 avril 2024 ;

Vu le code de l'environnement, notamment le Livre I<sup>er</sup>, Titre VIII, chapitre unique (autorisation environnementale) et le Livre V, Titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement), et les articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Tél : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Adresse postale : 22 avenue Doyen Louis Weil CS 6 – 38028 Grenoble Cedex 1

Horaires d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 9h à 11h et de 14h à 16h – fermeture les mardi et jeudi matin

Vu l'arrêté préfectoral cadre sécheresse n°38-2023-07-10-00009 du 10 juillet 2023 fixant le cadre des mesures de gestion et préservation de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département de l'Isère, hors Bièvre-Liers-Valloire, Est-Lyonnais et Galaure-Drôme des Collines ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société AD PLATING GRENOBLE au sein de son établissement sis 1 avenue de la Galochère – 38400 Saint-Martin-d'Hères, et notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n°2001-1167 du 19 février 2001 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-05022 du 28 juin 2010 au nom de la société FAC (FROTTEMENT ET ALLIAGE COMPOSITE), ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-044-0031 du 13 février 2015 ;

Considérant le changement d'exploitant de la société FAC (FROTTEMENT ET ALLIAGE COMPOSITE), devenue la société HACER TRAITEMENTS DE CONTACTS depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 ;

Considérant le courrier du 13 novembre 2012 actant le changement de dénomination sociale de la société HACER TRAITEMENTS DE CONTACTS, devenue la société AD PLATING GRENOBLE depuis le 31 août 2012 ;

Considérant le dossier de porter à connaissance présenté par la société AD PLATING GRENOBLE le 12 août 2024 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 30 décembre 2025 ;

Considérant le courriel du 16 janvier 2026 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire concernant son établissement ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel du 26 janvier 2026 ;

Considérant la proposition de rubrique principale de l'installation de dépôt de revêtements métalliques sur pièces « 3260 – Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes », présentée par la société AD PLATING GRENOBLE le 26 novembre 2013 ;

Considérant que le document de référence sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale est le BREF relatif au traitement de surface des métaux et de matières plastiques (BREF STM, pour Surface Treatment of Metals and Plastics) ;

Considérant la demande d'antériorité sur les rubriques 4xxx présentée par la société AD PLATING GRENOBLE du 29 août 2018 ;

Considérant qu'il convient de réactualiser le tableau des activités exercées par la société AD PLATING GRENOBLE au sein de son établissement situé sur la commune de Saint-Martin-d'Hères ;

Considérant la nécessité de fixer des limites de prélèvements d'eau et de préciser les lieux de prélèvements ;

Considérant qu'il convient de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juin 2010 susvisé pour anticiper les mesures d'adaptation en période de sécheresse ;

Considérant que ces prescriptions complémentaires sont imposées à la société AD PLATING GRENOBLE pour son site de Saint-Martin-d'Hères, en application des articles L.181-14 et R.181-46 du code de l'environnement, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement en vue de garantir les intérêts visés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement la préfète peut solliciter le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (Co.D.E.R.S.T.), mais qu'en l'absence d'impact particulier, les modifications intervenues ne nécessitent pas de passage devant ce conseil ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

## Arrête

### Article 1 : Cadre réglementaire

La société AD PLATING GRENOBLE (SIRET n°814 236 634 00022), dont le siège social se situe 97 impasse des Acacias - 74460 Marnaz, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de Saint-Martin-d'Hères (38400), 1 avenue de la Galochère.

### Article 2 : Tableau des activités

Le tableau des activités ICPE figurant à l'article 3 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-05022 du 28 juin 2010 est supprimé et remplacé par le tableau des activités de l'annexe 1 du présent arrêté.

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3260 relative aux installations de traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au document BREF STM - Surface Treatment of Metals and Plastics.

### Article 3 :

Le point 6.1.1 de l'article 6 prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-05022 du 28 juin 2010 est complété par les dispositions suivantes :

#### « 6.1.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal	Prélèvement maximal	Prélèvement maximal
			Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Eaux souterraines (usage industriel)	Alluvions de l'Isère Aval de Grenoble	FRDG313	10	70	16500
Réseau d'eau potable (usage industriel)	Eaux de Grenoble-Alpes-Métropole	-	-	70	6000

#### 6.1.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les prélèvements d'eau dans le forage suivant sont autorisés uniquement pour les eaux de process industriel sur le site.

Nom du forage et ressource en eau concernée	Localisation	Code BSS
Alluvions de l'Isère Aval de Grenoble	Coordonnées Lambert 93 X : 918100 Y : 6456948	BSS001XSBV

L'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié s'applique à l'établissement.

#### 6.1.1.3 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Ce dispositif est relevé hebdomadairement dès que le niveau d'alerte renforcée sécheresse est déclenché. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et, a minima, en période d'alerte renforcée ou de crise sécheresse, renseignés sur le logiciel GIDAF. »

#### Article 4 : Publicité

Conformément aux articles R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de Saint-Martin-d'Hères et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Saint-Martin-d'Hères pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la DDPP – service installations classées.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Isère ([www.isere.gouv.fr](http://www.isere.gouv.fr)) pendant une durée minimum de quatre mois.

#### Article 5 : Voies et délais de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déferées à la juridiction administrative, en l'espèce le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Isère prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L.181-12, L.181-14, L.181-15 et L.181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

*(Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.)*

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Saint-Martin-d'Hères sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AD PLATING GRENOBLE.

La préfète

Pour la Préfète, par délégation,  
le Secrétaire Général

**Mahamadou DIARRA**

25 FEV. 2026





# ANNEXE 1

## CLASSEMENT DES INSTALLATIONS AD PLATING GRENOBLE SUR LA COMMUNE DE SAINT-MARTIN-D'HÈRES

### Installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Volume de l'activité	Régime activités
<b>3260</b>	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	Volume total des cuves de traitement <b>102 720 litres</b>	A (IED)
<b>4110-2a</b>	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 250 kg: <b>2 600 kg</b>	A
<b>4110-1a</b>	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges solides	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg: <b>225 kg</b>	D
<b>4120-2b</b>	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition 2. Substances et mélanges liquides	Substances et mélanges liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t mais inférieure à 10 t : <b>6 411 kg</b>	D
<b>4120-1b</b>	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 1. Substances et mélanges solides.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <b>38 Kg</b>	NC
<b>4511</b>	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <b>15 778 Kg</b>	NC
<b>4331</b>	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : <b>43 Kg</b>	NC
<b>4510</b>	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <b>3 357 Kg</b>	NC
<b>2910-A</b>	Installation de combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	La puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : <b>de 450 kW</b>	NC

A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration avec contrôle), NC (non classable)

**Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature Installation Ouvrage  
Activité Travaux :**

<b>Rubrique</b>	<b>Nature des activités et installations</b>	<b>Volume</b>	<b>Classement</b>
<b>1110</b>	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	1 ouvrage	D
<b>1210</b>	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m <sup>3</sup> /heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D)	débit max = 10 m <sup>3</sup> /h	NC